

ETAT R
ECHEANCIER DES CREDITS DE
PAIEMENT

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET
DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA
PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

**NOTE TECHNIQUE SUR L'ANNEXE BUDGETAIRE RELATIVE
AUX AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CREDITS DE
PAIEMENT (AE/CP) 2017 - 2019**

Août 2016

Introduction

La budgétisation des **Autorisations d'Engagements (AE)** et des **Crédits de Paiements (CP)** se rapportant aux dépenses d'investissement public a été introduite dans la Loi de Finances en 2013 à travers l'élaboration d'une annexe budgétaire (R) conformément à la **Directive n° 06/2009/CM/UEMOA**.

Cette Directive a été transposée au Mali par la Loi organique N° 2013-028 du 11 Juillet 2013 portant Lois de Finances modifiant les méthodes de présentation, de préparation, d'exécution et de suivi des Lois de Finances en introduisant les innovations suivantes :

- la budgétisation par programme et la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) ;
- la pluri annualité budgétaire ;
- le renforcement des contrôles sur les budgets ;
- une meilleure information du Parlement.

L'un des outils de la mise en œuvre de cette pluri annualité budgétaire consiste à adopter des Autorisations d'Engagement (AE) et des Crédits de Paiement (CP) pour l'amélioration et la modernisation de la gestion des Finances Publiques.

Les Autorisations d'Engagement (AE) constituent désormais un véritable enjeu pour le pilotage de l'exécution budgétaire. Elles correspondent à l'Engagement juridique de la dépense, phase où l'ordonnateur engage l'Etat et crée une dette à son endroit.

Une mission d'Assistance Technique d'AFRITAC a permis d'effectuer du 08 au 19 Juillet 2013, des séances de formation et de discussions avec les acteurs concernés (DNPD, DGB, CPS, DNCF, DGMP-DSP) autour de la réforme des Autorisations d'Engagement et Crédits de Paiement. Cette assistance a été renforcée par différentes missions organisées par AFRITAC qui ont servi à initier les cadres des départements sectoriels à l'élaboration des AE/CP au Mali.

I. Présentation de la méthodologie AE/CP

La Directive n°06/2009/CM/UEMOA, transposée au Mali par la Loi organique N° 2013-028 du 11 Juillet 2013 portant Lois de Finances définit en ses articles suivants :

- **Article 16** : Les crédits ouverts par les Lois de Finances sont constitués : de Crédits de Paiement, pour les dépenses de personnel, les acquisitions de biens et services et les dépenses de transfert ;
- **Article 17** : Les Autorisations d'Engagement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la Loi de Finances.

Pour une opération d'investissement directement exécutée par l'État, l'Autorisation d'Engagement couvre une tranche constituant une unité individualisée formant un ensemble cohérent et de nature à être mise en service sans adjonction.

Pour les contrats de Partenariats Publics-Privés, par lesquels l'État confie à un tiers le financement, la réalisation, la maintenance ou l'exploitation d'opérations d'investissements d'intérêt public, les Autorisations d'Engagement couvrent, dès l'année où les contrats sont conclus, la totalité de l'Engagement juridique.

Article 18 : Les Crédits de Paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au cours de l'exercice.

Article 19 : Toutes les Autorisations d'Engagement et tous les Crédits de Paiement, ainsi que les plafonds d'autorisation d'emplois rémunérés par l'État, sont limitatifs.

Sauf dispositions spéciales d'une Loi de Finances prévoyant un Engagement par anticipation sur les crédits de l'année suivante, les dépenses sur crédits limitatifs ne peuvent être engagées et ordonnancées que dans la limite des crédits ouverts.

La présente annexe AE-CP a été élaborée sur la base des informations issues du rapport de la 16ème Revue des Projets et Programmes d'Investissement Public au 31 décembre 2015, du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2017-2019, et du projet de Budget Spécial d'Investissement 2017. L'annexe AE-CP est le résultat de l'analyse et du traitement de toutes ces informations.

Elle contient :

- le rappel des CP de 2016 en financement intérieur et extérieur ;
- les Autorisations d'Engagement et les Crédits de Paiement des Projets et Programmes d'investissement public sur la période 2017-2019 ;
- les Restes à payer sur les coûts globaux estimés des investissements après la période 2017-2019.

La période du 11 au 26 août 2016 a été consacrée à l'actualisation des tableaux et à la finalisation de l'annexe budgétaire AE/CP 2017-2019 sur la base des résultats des arbitrages techniques tenus du 04 au 29 juillet 2016 dans la salle de réunion de la Direction Nationale de la Planification du Développement.

Au cours de l'exercice, les Projets et Programmes d'investissement public de l'ensemble des départements sectoriels (hors ceux du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants) clôturés au 31 décembre 2015, en exécution en 2016 et ceux devant démarrer en 2017 ont été passés en revue.

II- Présentation du contenu de l'annexe AE/CP

Le PTI 2017 - 2019 et le BSI 2017 sont élaborés sur la base des orientations contenues dans la lettre circulaire **n°02558/MEF-SG du 02 juin 2016** du Ministre de l'Economie et des Finances et suivant les objectifs et actions énoncés dans le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) 2013-2018 adopté en 2013, l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, signé à Bamako le 15 mai 2015 et parachevé le 20 juin 2015 et l'atteinte des Objectifs du Développement Durable à l'horizon 2030.

Le budget 2017 ouvrira la voie à la mise en œuvre d'un ensemble de mesures visant à soutenir l'opérationnalisation du CREDD 2016-2018.

Ces mesures englobent les actions suivantes : le financement adéquat du secteur de l'agriculture à hauteur de **15%**, des secteurs sociaux de base et des infrastructures. Un accent particulier sera également mis sur l'amélioration du transfert des ressources aux collectivités à travers l'opérationnalisation des plans de transferts budgétaires sectoriels en vue d'atteindre l'objectif de **30% en 2018**.

Le financement intérieur du Budget Spécial d'Investissement est accordé aux priorités suivantes :

- les engagements encours de l'Etat ;
- les contreparties des projets dont la mise en vigueur du financement extérieur et l'attribution des marchés sont approuvés par les Partenaires Techniques et Financiers (PTFs) ;
- à la réhabilitation, à la construction des infrastructures détruites dans les régions du nord ;
- les contrats-plans Etat-Région/District de Bamako ;
- à la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali.

Ainsi, les données de la programmation triennale 2017-2019 se présentent comme suit :

- AE = 1 290,258 milliards de FCFA dont 870, 614 milliards sur ressources internes, soit 67,48% ;
- CP = 1 290,258 milliards de FCFA dont 870,614 milliards sur ressources internes, soit 67,48%.

A l'issue de la période triennale 2017 - 2019, les restes à payer sur les engagements ouverts au cours de la période se chiffrent à 547,078 milliards de FCFA dont 244,300 milliards au titre des ressources internes contre 302,778 milliards pour les ressources externes.

Les Crédits de Paiement du financement intérieur au titre de 2017 se chiffrent à 274,624 milliards de F CFA contre 250, 259 milliards F CFA en 2016, soit une augmentation de 24,365 milliards de FCFA.

L'augmentation des Crédits de Paiements au titre du financement intérieur s'explique essentiellement par le démarrage de nouveaux Projets d'investissement et le renforcement des dotations de certains projets en cours. Il s'agit :

- au niveau du sous secteur Santé les projets Construction/Equipement d'hôpitaux pour 12 milliards de francs CFA et Amélioration du plateau technique des hôpitaux pour 5 milliards de francs CFA ;
- au niveau du sous secteur Moyens routiers le démarrage de neuf (09) nouveaux projets pour un montant total de 18 milliards de francs CFA et la poursuite du Programme d'Aménagement des Infrastructures Routières Structurant (PAIRS) pour 40 milliards ;
- au niveau du sous secteur Energie le renforcement des dotations des projets Etudes et aménagements du barrage de Taoussa et de construction centre nouvelle conduite dédoublement capacités énergétiques pour 5 milliards de francs CFA chacun ;

Au titre du financement extérieur, les Crédits de Paiement de 2017 s'élève à 284,600 milliards contre 250,248 milliards en 2016, soit une augmentation de 34,352 milliards.

Cette hausse s'explique essentiellement par les dotations des projets suivants :

- Projet d'Appui au Secteur de la Justice au Mali (PAJM) : 3,930 milliards ;
- Projet d'Appui à la mise en place des communes/ANIC : 12,5 milliards ;
- Etudes et aménagement du barrage de Taoussa : 22 milliards ;
- Projet de Développement Rural Intégré dans le District de KITA et environs (PDRIK) II : 8,500 milliards ;
- Projet de Renforcement de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle dans la Région de Koulikoro (PRESAN-KL) : 9,500 milliards ;

- Projet de Renforcement de la Sécurité Alimentaire par le Développement des Cultures Irriguées (PRESA-DCI) : 10 milliards ;
- Projet de Renforcement de la Résilience au Sahel (P2RS) : 15 milliards ;
- Programme de mobilisation des ressources en eaux 1, 2, 3, 5, 6 région : 4,177 milliards ;
- Bitumage du tronçon Gouma coura - Tombouctou : 10,5 milliards ;
- Projet AEP de la ville de Bamako par Kabala : 12,500 milliards.

Conclusion

A la suite de ce 3^{ème} exercice de production de l'annexe selon la méthodologie des Autorisations d'Engagement (AE) et les Crédits de Paiement (CP), l'équipe technique a relevé quelques insuffisances, notamment la faible capacité des acteurs dans le pilotage et la programmation des dépenses par mode AE/CP, la difficulté de suivi des financements extérieurs, etc).

En vue d'améliorer les procédures de budgétisation et de suivi de l'exécution des crédits d'investissement, le Gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre la procédure des Autorisations d'Engagements (AE) et des Crédits de Paiements (CP) à partir de la loi de finances 2016.

La procédure des AE et des CP incite les administrations publiques à développer une meilleure anticipation et une meilleure estimation de leurs dépenses d'investissement dans une logique pluriannuelle.

Les pistes de solutions proposées pour accompagner la réforme sont :

- demander les ébauches des plans de passation de marchés publics (PPMP) lors des arbitrages budgétaires pour la programmation des AE/CP ;
- développer les capacités de pilotage, de suivi et d'analyse des dépenses d'investissement au niveau de la DNP, de la DGB, des CPS/DFM/DAF et des gestionnaires de projets ;
- renforcer les capacités des CPS/DFM/DAF en vue d'un suivi physique et financier efficace des projets surtout ceux avec financements extérieurs (sessions de formations par la DNP et la DGB sur les AE/CP) ;
- associer les PTF aux revues et inclure la notion d'AE/CP au processus en vue d'identifier les programmations des financements extérieurs.

Synthèse de la programmation des Autorisations d'Engagement (AE) et des Crédits de Paiement (CP) 2017-2019

Ministères	Source de financement	BSI 2016 (pour rappel) CP	2017		2018		2019		TOTAL (2017-2019)		Restes sur AE (2017-2019) CP
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
Ministère de l'Équipement, des Transports et du Désenclavement (METD)	Financement interne	97 421 000 000	278 499 000 000	100 077 000 000	0	99 694 000 000	0	78 728 000 000	278 499 000 000	278 499 000 000	227 300 000 000
	Financement externe	36 500 000 000	81 280 000 000	23 000 000 000	0	25 000 000 000	0	33 280 000 000	81 280 000 000	81 280 000 000	0
	Total METD	133 921 000 000	359 779 000 000	123 077 000 000	0	124 694 000 000	0	112 008 000 000	359 779 000 000	359 779 000 000	227 300 000 000
Ministère de l'Économie numérique et de la Communication (MENC)	Financement interne	2 603 000 000	3 347 000 000	1 965 000 000	0	1 182 000 000	0	200 000 000	3 347 000 000	3 347 000 000	0
	Financement externe	0	2 000 000 000	2 000 000 000	0	0	0	0	2 000 000 000	2 000 000 000	0
	Total MENC	2 603 000 000	5 347 000 000	3 965 000 000	0	1 182 000 000	0	200 000 000	5 347 000 000	5 347 000 000	0
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme (MJDH)	Financement interne	3 300 000 000	18 400 000 000	4 800 000 000	0	7 000 000 000	0	6 600 000 000	18 400 000 000	18 400 000 000	0
	Financement externe	0	3 930 000 000	3 930 000 000	0	0	0	0	3 930 000 000	3 930 000 000	0
	Total MJDH	3 300 000 000	22 330 000 000	8 730 000 000	0	7 000 000 000	0	6 600 000 000	22 330 000 000	22 330 000 000	0
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat (MUH)	Financement interne	12 200 000 000	18 700 000 000	6 300 000 000	0	6 200 000 000	0	6 200 000 000	18 700 000 000	18 700 000 000	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total MUH	12 200 000 000	18 700 000 000	6 300 000 000	0	6 200 000 000	0	6 200 000 000	18 700 000 000	18 700 000 000	0
Ministère du Domaine de l'État, des Affaires Foncières et du Patrimoine (MDEAFP)	Financement interne	2 720 000 000	11 150 000 000	5 650 000 000	0	3 900 000 000	0	1 600 000 000	11 150 000 000	11 150 000 000	-200 000 000
	Financement externe	2 479 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total MDEAFP	2 722 479 000	11 150 000 000	5 650 000 000	0	3 900 000 000	0	1 600 000 000	11 150 000 000	11 150 000 000	-200 000 000
Ministère de la Promotion des Investissements et du Secteur Privé (MPISP)	Financement interne	790 000 000	1 000 000 000	300 000 000	0	500 000 000	0	200 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total MPISP	790 000 000	1 000 000 000	300 000 000	0	500 000 000	0	200 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0
Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale (MAECI)	Financement interne	1 595 000 000	4 520 000 000	1 800 000 000	0	1 360 000 000	0	1 360 000 000	4 520 000 000	4 520 000 000	0
	Financement externe	0	650 000 000	0	0	650 000 000	0	0	650 000 000	650 000 000	0
	Total MAECI	1 595 000 000	5 170 000 000	1 800 000 000	0	2 010 000 000	0	1 360 000 000	5 170 000 000	5 170 000 000	0
Ministère des Maliens de l'extérieur (MME)	Financement interne	628 000 000	960 000 000	320 000 000	0	320 000 000	0	320 000 000	960 000 000	960 000 000	0
	Financement externe	0	750 000 000	750 000 000	0	0	0	0	750 000 000	750 000 000	0
	Total MME	628 000 000	1 710 000 000	1 070 000 000	0	320 000 000	0	320 000 000	1 710 000 000	1 710 000 000	0
Ministère du Commerce	Financement interne	2 926 000 000	6 780 000 000	2 760 000 000	0	2 010 000 000	0	2 010 000 000	6 780 000 000	6 780 000 000	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total MC	2 926 000 000	6 780 000 000	2 760 000 000	0	2 010 000 000	0	2 010 000 000	6 780 000 000	6 780 000 000	0
Ministère du Développement Industriel (MDI)	Financement interne	379 000 000	350 000 000	150 000 000	0	100 000 000	0	100 000 000	350 000 000	350 000 000	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total MDI	379 000 000	350 000 000	150 000 000	0	100 000 000	0	100 000 000	350 000 000	350 000 000	0
Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MEFP)	Financement interne	560 000 000	2 447 000 000	960 000 000	0	715 000 000	0	772 000 000	2 447 000 000	2 447 000 000	510 473 500
	Financement externe	5 500 000 000	33 000 000 000	5 000 000 000	0	14 000 000 000	0	14 000 000 000	33 000 000 000	33 000 000 000	22 148 000 000
	Total MEFP	6 060 000 000	35 447 000 000	5 960 000 000	0	14 715 000 000	0	14 772 000 000	35 447 000 000	35 447 000 000	22 658 473 500
Ministère de l'Artisanat et du Tourisme (MAT)	Financement interne	1 244 000 000	2 160 000 000	1 020 000 000	0	570 000 000	0	570 000 000	2 160 000 000	2 160 000 000	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total MAT	1 244 000 000	2 160 000 000	1 020 000 000	0	570 000 000	0	570 000 000	2 160 000 000	2 160 000 000	0
Ministère de la Culture	Financement interne	2 108 000 000	10 850 000 000	4 950 000 000	0	3 450 000 000	0	2 450 000 000	10 850 000 000	10 850 000 000	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total MC	2 108 000 000	10 850 000 000	4 950 000 000	0	3 450 000 000	0	2 450 000 000	10 850 000 000	10 850 000 000	0
Ministère de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne (MJCC)	Financement interne	1 750 000 000	3 535 000 000	1 685 000 000	0	975 000 000	0	875 000 000	3 535 000 000	3 535 000 000	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total MJCC	1 750 000 000	3 535 000 000	1 685 000 000	0	975 000 000	0	875 000 000	3 535 000 000	3 535 000 000	0
Commissariat à la Sécurité alimentaire (CSA)	Financement interne	5 847 000 000	17 300 000 000	5 850 000 000	0	5 750 000 000	0	5 700 000 000	17 300 000 000	17 300 000 000	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total CSA	5 847 000 000	17 300 000 000	5 850 000 000	0	5 750 000 000	0	5 700 000 000	17 300 000 000	17 300 000 000	0

Total CSA		5 847 000 000	17 300 000 000	5 850 000 000	0	5 750 000 000	0	5 700 000 000	17 300 000 000	17 300 000 000	0
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile (MSPC)	Financement interne	2 155 000 000	960 000 000	720 000 000	0	120 000 000	0	120 000 000	960 000 000	960 000 000	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total MSPC		2 155 000 000	960 000 000	720 000 000	0	120 000 000	0	120 000 000	960 000 000	960 000 000	0
Ministère du Travail, de la Fonction publique et des Relations avec les Institutions (MTFPRI)	Financement interne	1 459 000 000	3 555 000 000	1 587 000 000	0	1 034 000 000	0	934 000 000	3 555 000 000	3 555 000 000	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total MTFPRI		1 459 000 000	3 555 000 000	1 587 000 000	0	1 034 000 000	0	934 000 000	3 555 000 000	3 555 000 000	0
Ministère de l'Admin Territ, de la Décentralisat* et de la Réforme de l'Etat	Financement interne	4 678 000 000	22 290 000 000	7 650 000 000	0	7 320 000 000	0	7 320 000 000	22 290 000 000	22 290 000 000	0
	Financement externe	1 227 000 000	12 500 000 000	12 500 000 000	0	0	0	0	12 500 000 000	12 500 000 000	0
Total MATD		5 905 000 000	34 790 000 000	20 150 000 000	0	7 320 000 000	0	7 320 000 000	34 790 000 000	34 790 000 000	0
Ministère des Sports (MS)	Financement interne	1 996 000 000	7 832 000 000	1 825 000 000	0	3 600 000 000	0	2 407 000 000	7 832 000 000	7 832 000 000	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total MS		1 996 000 000	7 832 000 000	1 825 000 000	0	3 600 000 000	0	2 407 000 000	7 832 000 000	7 832 000 000	0
Ministère des Affaires religieuses et du Culte (MARC)	Financement interne	130 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total MARC		130 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique (MSHP)	Financement interne	4 150 000 000	29 947 000 000	21 325 000 000	0	5 308 000 000	0	3 314 000 000	29 947 000 000	29 947 000 000	0
	Financement externe	4 019 772 000	4 000 000 000	4 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0
Total MSHP		8 169 772 000	33 947 000 000	25 325 000 000	0	5 308 000 000	0	3 314 000 000	29 947 000 000	29 947 000 000	0
Ministère de la Solidarité et de l'Action Humanitaire (MSAH)	Financement interne	1 940 000 000	2 950 000 000	1 550 000 000	0	700 000 000	0	700 000 000	2 950 000 000	2 950 000 000	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total MSAH		1 940 000 000	2 950 000 000	1 550 000 000	0	700 000 000	0	700 000 000	2 950 000 000	2 950 000 000	0
Ministère de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MFEF)	Financement interne	2 612 000 000	6 650 000 000	2 550 000 000	0	2 050 000 000	0	2 050 000 000	6 650 000 000	6 650 000 000	0
	Financement externe	0	23 720 000 000	1 500 000 000	0	8 888 000 000	0	13 332 000 000	23 720 000 000	23 720 000 000	0
Total MFEF		2 612 000 000	30 370 000 000	4 050 000 000	0	10 938 000 000	0	15 382 000 000	30 370 000 000	30 370 000 000	0
Ministère de l'Education Nationale (MEN)	Financement interne	1 687 000 000	5 853 000 000	2 915 000 000	0	1 665 000 000	0	1 273 000 000	5 853 000 000	5 853 000 000	0
	Financement externe	5 275 200 000	10 268 819 000	7 500 000 000	0	2 768 819 000	0	0	10 268 819 000	10 268 819 000	0
Total MEN		6 962 200 000	16 121 819 000	10 415 000 000	0	4 433 819 000	0	1 273 000 000	16 121 819 000	16 121 819 000	0
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS)	Financement interne	3 223 000 000	5 235 000 000	3 035 000 000	0	1 350 000 000	0	850 000 000	5 235 000 000	5 235 000 000	0
	Financement externe	3 500 000 000	29 550 000 000	3 000 000 000	0	21 550 000 000	0	5 000 000 000	29 550 000 000	29 550 000 000	0
Total MESRS		6 723 000 000	34 785 000 000	6 035 000 000	0	22 900 000 000	0	5 850 000 000	34 785 000 000	34 785 000 000	0
Ministère des Mines (MM)	Financement interne	1 316 000 000	4 430 000 000	1 510 000 000	0	1 810 000 000	0	1 110 000 000	4 430 000 000	4 430 000 000	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total MM		1 316 000 000	4 430 000 000	1 510 000 000	0	1 810 000 000	0	1 110 000 000	4 430 000 000	4 430 000 000	0
Ministère de l'Energie et de l'Eau (MEE)	Financement interne	13 307 000 000	52 327 000 000	18 816 000 000	0	17 931 000 000	0	17 170 000 000	52 327 000 000	52 327 000 000	5 664 850 000
	Financement externe	39 025 000 000	126 143 000 000	63 631 000 000	0	36 917 000 000	0	25 595 000 000	126 143 000 000	126 143 000 000	261 574 425 000
Total MEE		52 332 000 000	178 470 000 000	82 447 000 000	0	54 848 000 000	0	42 765 000 000	178 470 000 000	178 470 000 000	267 239 275 000
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Population (MATP)	Financement interne	2 483 000 000	13 991 000 000	4 996 000 000	0	4 396 000 000	0	4 599 000 000	13 991 000 000	13 991 000 000	0
	Financement externe	4 500 000 000	7 500 000 000	3 500 000 000	0	4 000 000 000	0	0	7 500 000 000	7 500 000 000	0
Total MATP		6 983 000 000	21 491 000 000	8 496 000 000	0	8 396 000 000	0	4 599 000 000	21 491 000 000	21 491 000 000	0
Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)	Financement interne	12 046 000 000	40 302 000 000	13 800 000 000	0	13 276 000 000	0	13 226 000 000	40 302 000 000	40 302 000 000	0
	Financement externe	9 423 185 000	43 610 000 000	11 535 000 000	0	17 075 000 000	0	15 000 000 000	43 610 000 000	43 610 000 000	10 193 000 000
Total MEF		21 469 185 000	83 912 000 000	25 335 000 000	0	30 351 000 000	0	28 226 000 000	83 912 000 000	83 912 000 000	10 193 000 000
Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable (MEADD)	Financement interne	10 076 000 000	24 480 000 000	9 920 000 000	0	7 695 000 000	0	6 865 000 000	24 480 000 000	24 480 000 000	0
	Financement externe	8 570 000 000	16 708 151 600	12 605 000 000	0	2 051 575 800	0	2 051 575 800	18 208 151 600	18 208 151 600	1 754 000 000
Total MEADD		18 646 000 000	41 188 151 600	22 525 000 000	0	9 746 575 800	0	8 916 575 800	42 688 151 600	42 688 151 600	1 754 000 000
Ministère de l'Agriculture	Financement interne	23 461 000 000	66 372 000 000	21 050 000 000	0	30 084 000 000	0	15 238 000 000	216 746 730 000	216 746 730 000	9 070 000 000
	Financement externe	113 640 000 000	155 917 730 000	114 250 000 000	0	30 693 730 000	0	10 974 000 000	5 543 000 000	5 543 000 000	6 358 270 000
Total MA		137 101 000 000	222 289 730 000	135 300 000 000	0	60 777 730 000	0	26 212 000 000	222 289 730 000	222 289 730 000	15 428 270 000

Présidence	Financement interne	3 122 000 000	678 000 000	478 000 000	0	200 000 000	0	0	678 000 000	678 000 000	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Présidence		3 122 000 000	678 000 000	478 000 000	0	200 000 000	0	0	678 000 000	678 000 000	0
Primature (PM)	Financement interne	2 667 000 000	3 644 000 000	2 920 000 000	0	649 000 000	0	75 000 000	3 644 000 000	3 644 000 000	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Primature		2 667 000 000	3 644 000 000	2 920 000 000	0	649 000 000	0	75 000 000	3 644 000 000	3 644 000 000	0
Cour Constitutionnelle (CC)	Financement interne	200 000 000	600 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0	200 000 000	600 000 000	600 000 000	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total CC		200 000 000	600 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0	200 000 000	600 000 000	600 000 000	0
Cour Suprême (CS)	Financement interne	2 773 000 000	3 500 000 000	700 000 000	0	1 500 000 000	0	1 300 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	0
	Financement externe	45 244 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total CS		2 818 244 000	3 500 000 000	700 000 000	0	1 500 000 000	0	1 300 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	0
Conseil Economique, Social et Culturel (CESC)	Financement interne	300 000 000	225 000 000	225 000 000	0	0	0	0	225 000 000	225 000 000	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total CESC		300 000 000	225 000 000	225 000 000	0	0	0	0	225 000 000	225 000 000	0
Haut Conseil des Collectivités (HCC)	Financement interne	400 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total HCC		400 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000	0
Médiateur de la République	Financement interne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Médiateur		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Régions	Financement interne	11 200 000 000	30 400 000 000	11 400 000 000	0	9 900 000 000	0	9 100 000 000	30 400 000 000	30 400 000 000	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Régions		11 200 000 000	30 400 000 000	11 400 000 000	0	9 900 000 000	0	9 100 000 000	30 400 000 000	30 400 000 000	0
Institut d'Economie Rurale (IER)	Financement interne	125 000 000	1 455 000 000	550 000 000	0	905 000 000	0	0	1 455 000 000	1 455 000 000	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total IER		125 000 000	1 455 000 000	550 000 000	0	905 000 000	0	0	1 455 000 000	1 455 000 000	0
Universités	Financement interne	3 050 000 000	5 450 000 000	2 800 000 000	0	1 450 000 000	0	1 200 000 000	5 450 000 000	5 450 000 000	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Universités		3 050 000 000	5 450 000 000	2 800 000 000	0	1 450 000 000	0	1 200 000 000	5 450 000 000	5 450 000 000	0
Ministère de l'Élevage et de la Pêche	Financement interne	3 632 000 000	6 915 000 000	3 315 000 000	0	1 950 000 000	0	1 650 000 000	6 915 000 000	6 915 000 000	1 955 000 000
	Financement externe	19 020 000 000	20 991 000 000	15 899 000 000	0	5 092 000 000	0	0	20 991 000 000	20 991 000 000	750 000 000
Total MEP		22 652 000 000	27 906 000 000	19 214 000 000	0	7 042 000 000	0	1 650 000 000	27 906 000 000	27 906 000 000	2 705 000 000
TOTAL		500 506 880 000	1 292 757 700 600	559 224 000 000	0	417 505 124 800	0	317 618 575 800	1 290 257 700 600	1 290 257 700 600	547 078 018 500
Sous-total financement interne		250 259 000 000	720 239 000 000	274 624 000 000	0	248 819 000 000	0	198 386 000 000	870 613 730 000	870 613 730 000	244 300 323 500
Sous-total financement externe		250 247 880 000	572 518 700 600	284 600 000 000	0	168 686 124 800	0	119 232 575 800	419 643 970 600	419 643 970 600	302 777 695 000